

[print](#)

Une grande menace plane sur l'ensemble des Amériques

De [Ana Esther Ceceña](#)

Global Research, février 05, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/une-grande-menace-plane-sur-lensemble-des-ameriques/5367529>

Depuis 1998-2000, après une révision complète large et exhaustive des *affaires militaires* au cours des 50 dernières années, et en gardant en vue la planification stratégique correspondant aux défis, menaces et conditions du siècle à venir, le Commandement Conjoint des Etats-Unis a émis un document conceptuel qui résume les expériences, objectifs, risques, capacités et savoirs, et cela dans le but d'opérer une réorientation des trajectoires, mécanismes et variantes de la consolidation des Etats-Unis en tant que leader indispensable, en tant que puissance hégémonique indiscutable. (Joint 1998 et 2000)

Plusieurs porte-parole du Département d'État et de la Défense signalèrent qu'il s'agissait d'une opportunité historique, en grande mesure à cause de la faillite du camp socialiste, grâce à laquelle les Etats-Unis avaient la possibilité et les moyens pour construire un leadership planétaire total et ils présentèrent leur plan stratégique pour qu'il en soit ainsi.

Répartition et contrôle du monde

La délimitation territoriale de la planète s'est faite selon 5 régions qui la couvrent entièrement et qui se trouvent actuellement sous le contrôle de chacun des cinq différents Commandements des forces armées étasuniennes.^[1] Peu de temps après, en 2001, après les événements des Tours Jumelles à New York, le Commandement Nord s'est ajouté la charge d'assurer directement une sécurité interne qui couvre non seulement son propre territoire mais toute la surface de l'Amérique du Nord. Il est important de signaler, qu'à présent au bout d'une décennie, neuf Commandements ont été créés^[2], garantissant un contrôle plus détaillé des terres, mers, glaciers et populations que compte la planète Terre dans son ensemble.

La géographie de *mise sous discipline* globale.

Des équipes de spécialistes à leur tour, travaillèrent à l'identification des problématiques différenciées dans le champ de la *mise sous discipline* en termes géopolitiques et ils déterminèrent une caractérisation qui distingue trois grandes régions (Barnett, 2004), envers lesquels sont élaborées des politiques différentes.

1. Les alliés. La région développée regroupée en organisations de gestion internationale et engagée dans l'établissement et l'accomplissement des normes de sécurité qui assurent la bonne marche du système et le respect et la protection de la propriété privée.

2. L'ère de risque ou ingouvernable. Un large groupes de pays incluant des zones maritimes et qui est reconnue comme « fracture critique » dans laquelle il y a en permanence des risques de d'explosions, d'insubordination face aux règles établies par les organisations internationales comme l'Organisation Mondiale du Commerce(OMC), le Fond Monétaire International(FMI) et la Banque Mondiale, de rébellion contre le mode de gestion des controverses entre Etats et entreprises transnationales (ETN) par le Centre International de Règlement des Différents Relatifs aux Investissement (CIADI), d'indiscipline en terme de gouvernabilité, etc.

Ces régions sont qualifiées de conflictuelles, partiellement ingouvernables et susceptibles de mettre en risque les zones voisines par un agrandissement de la zone pourrie ou de pouvoir mettre en risque d'explosion le système mondial, quoique que, pas plus que conjoncturellement. Pour ces raisons, c'est une région qui requiert une grande attention et doit être maintenue sous surveillance et le cas échéant faire l'objet d'intervention opportune et efficiente. Ceci est la région de la plus grande étendue parmi les trois identifiées et c'est celle qui recèle la plus grande quantité de richesse de la Terre : la ceinture de biodiversité, les eaux, le pétrole et autres énergies, les minéraux et cultures.

3. La charnière. C'est une région importante en soi tant politiquement que pour ses richesses mais elle se situe comme chaînon ou comme fer de lance dans le ralliement ou la récupération des pays de la fracture critique. Elle est composée des pays semi-développés ou caractérisés d'émergents, respectueux des règles du jeu quoique en certaines occasions ils éprouvent des difficultés pour suivre le rythme des politiques internationales (cas des renégociations de dettes ou similaires) mais intéressés à se maintenir dans les dynamiques établies. Avec les pays de cette région il est possible de souscrire des accords diplomatiques, politiques et économiques sans qu'il soit nécessaire d'intervenir directement par la force. De différentes manières, ils ont tous un poids régional déterminant et seraient capables de faire évoluer les normes globales à travers des mises en concordances, canaux et compromis au niveau régional. Entre les pays de cette tranche se trouvent le Brésil, l'Inde, l'Argentine, l'Afrique du Sud, la Russie et la Chine.

Sociopolitique de la mise sous discipline globale

L'idée centrale des guerres du 21^{ème} siècle est celle du maniement asymétrique, une fois rompu l'équilibre des pouvoirs par la faillite du camp socialiste. La construction de l'ennemi a opéré un glissement des entités institutionnelles vers les ennemis non-spécifiques, créant un imaginaire de guerre aveugle.

L'ennemi identifiable ou conventionnel voit son statut réduit à celui de menace régionale et dans ce camp se retrouvent l'Irak, la Lybie, l'Iran et le Venezuela, chacun d'entre eux considéré comme potentiel leader régional, ainsi que tous les types de coalition auxquels ils participent (ALBA, OPEP, Petrocaribe, etc...). Il s'agit à chaque fois d'un pôle articulé de pouvoirs alternatifs ou hostiles aux États-Unis et à leur *american way of life* converti en politique internationale. Pour cet ennemi la réponse est l'isolement et la démonisation, ou l'application d'une force surdimensionnée pour le détruire, et par-dessus tout l'humilier. Le prototype en est l'intervention en Irak.

L'ennemi non institutionnel est diffus, relativement invisible, éloigné des règles de fonctionnement du pouvoir et en un certain sens indéchiffrable. C'est, depuis un vietnamien apparemment inoffensif de qui ont perçoit seulement le chapeau et jamais le visage, jusqu'à des femmes ou des enfants d'une communauté qui ne se conforment pas avec la construction d'un barrage générateur d'énergie électrique en passant par des masses urbaines qui protestent contre l'élévation du prix des transports, ceux dont on imagine qu'ils peuvent déposer une bombe, fabriquer des armes chimiques ou biologiques dans des laboratoires domestiques ou qu'ils peuvent mobiliser d'amples contingents pour s'opposer aux politiques et projets hégémoniques.

Le danger vient du fait que ces petits ennemis insignifiants qui apparaissent dans tous les recoins, où se dissimulent dans chaque trou peuvent mettre en risque le système lui-même. C'est pour cela que l'on cherche à les attaquer avant qu'ils ne se retrouvent en position de force dissuadant ceux qui sont susceptibles de se

transformer en de tels ennemis. *Boucher tous les pores et ne pas laisser la plus petite ouverture à l'ennemi* dit le missel militaire étasunien (Joint 1998)

Domination du spectre complet

La carte conceptuelle stratégique du projet hégémonique se construit comme nous le disions, autour de l'idée de profiter, ou de ne pas laisser se perdre, l'opportunité historique, qui ne se répétera pas, d'une émergence des Etats-Unis comme leader mondial. Sans guerre froide, sans pouvoirs équivalents auxquels se confronter, mais une conflictivité générale extrêmement complexe et généralisée. Les Etats-Unis ont redéfini leurs objectifs, leurs espaces, modifiant ou adaptant leurs mécanismes, générant des exigences technologiques, recomposant les équilibres entre travaux de renseignement, de persuasion et de combat, redéfinissant les points critiques et explorant les schémas d'approche mais sans renoncer en aucune mesure à ce que, dès ce moment, ils ont appelé « domination du spectre complet » (Joint 1998 et 2000).

La plus grande nouveauté de cette conception stratégique réside dans sa capacité à articuler dans un sens général unique des stratégies sectorielles, partielles, spécifiques, temporelles et plus limitées qui sont déployées par différents émissaires ou agents de la politique de sécurité et de la recherche de suprématie des Etats-Unis sur tous les plans. Rien de nouveau n'a été inventé mais le problème a été pensé de manière intégrale et cela en a changé les expressions et les priorités.

Une systématisation, avec des détails scientifiques, a été opérée pour chaque niveau ou espace du spectre où pourrait se dissimuler un ennemi potentiel. L'espace extérieur, l'espace atmosphérique, les eaux, les surfaces terrestres, les profondeurs de la terre, les espaces publics et privés qui doivent être pénétrés grâce à des mécanismes panoptiques (caméras aux coins des rues, dans les banques et bureaux, puces espionnes, systèmes de données centralisées, etc.) Vie quotidienne, vie productive, pensée et action. Quartiers populaires avec des politiques différentes des quartiers de classe moyenne ou de classe élevée, stratification compétitive, transport, dotation de service, etc. tous les points d'observation et de manipulation des populations.

Avec deux objectifs généraux : garantir le maintien du capitalisme et à l'intérieur la suprématie des États-Unis ; et garantir la disponibilité de toutes les richesses du monde comme base matérielle de fonctionnement du système, assurant le maintien de ses hiérarchies et dynamiques de pouvoir^[3]. En d'autres termes, ils insistent, empêcher la formation de forces individuelles ou collectives capables de devenir un contrepoids significatif au pouvoir des États-Unis autoproclamés leader mondial, empêcher ou dissuader toute forme d'insubordination ou de rébellion qui mettrait en risque le système ou les intérêts centraux de ses principaux protagonistes, parmi lesquels ont compte la liberté de disposer sans limites des territoires et vies.

L'ambition géographique de cette stratégie de *mise sous discipline* embrasse tout le globe et l'espace extérieur, mais étant donné la conformation territoriale de la planète et la conception du monde comme champ de bataille, il a comme territoire de base, comme territoire interne, le Continent Américain.

L'Amérique Latine dans la géopolitique du spectre complet

Considérant le caractère insulaire du continent, les abondantes et diverses ressources qu'il contient et calculant aussi les limitations réelles des États-Unis restreints à leur seul territoire, l'Amérique Latine devient une aire stratégique pour créer les conditions d'une invulnérabilité relative ou pour le moins d'un avantage

hégémonie relativement à tout pouvoir qui se voudrait alternatif. De là découle, la conception de sécurité hémisphérique, quasi coïncidente avec celle de sécurité nationale qui est une traduction moderne de la doctrine de Monroe. Veiller sur le territoire pour disposer de ses richesses et pour empêcher que d'autres ne le fassent (Ceceña 2001)

Les trois plis de l'occupation continentale

L'hégémonie se construit sur l'étendue du spectre complet, un spectre pleins de plis qui se superposent et se dédoublent pour tisser l'histoire. La construction d'hégémonie est de ce point de vue un processus de lissage et combinaison de ces plis et de formation de nouvelles topologies de pouvoir. Une protection militaire ne suffit pas si les vannes économiques ne s'ouvrent pas et rien de tout cela n'est possible sans l'instauration d'un imaginaire qui le rend possible. Le premier stade de l'hégémonie consiste à universaliser leur vision du monde, l'*american way of life*, pour permettre d'influencer sous ce voile de manière relativement souple les politiques économiques qui favorisent l'intégration hémisphérique et les avoirs des plus puissantes entreprises installées sur le Continent.

Concrètement l'hégémonie se manifeste par l'implantation institutionnellement consensuelle – quoique les peuples puissent exprimer leur rejet – d'un ensemble de politiques, projets, normes et pratiques par lesquels est organisé le territoire^[4] dans son ensemble.

Les relations entre les États-Unis et l'Amérique Latine, à la lumière de la reconceptualisation des stratégies hégémoniques globales, sont entrées dans le 21ème siècle marquées par des changements profonds. 30 années de néo-libéralisme ont permis d'éradiquer quasi totalement les législations et pratiques protectionnistes et cela est propice à une extension croissante des grands capitaux internationaux qui se sont appropriés les infrastructures absorbant ou détruisant les entreprises locales. De nouvelles infrastructures sont nécessaires pour poursuivre le processus, à la fois de nouvelles normes légales et des disciplines qui légitimeront le déploiement et qui contrôleront les mécontents, qui se mobiliseront de manière grandissante. (Ceceña, Aguilar et Motto 2007)

1. Lissage du pli économique. En 1994 entra en vigueur le premier traité international régional de libre échange (Traité de Libre Echange d'Amérique du Nord (TLCAN)) qui met en évidence les modalités d'un ambitieux projet d'intégration continentale (Accord de Libre Echange des Amériques (ALCA)) qui depuis son échec circonstanciel en 2005, à Mar de Plata, s'est réalisé petit à petit par sous-régions. Les nouvelles normes pour le transit des capitaux passent par dessus toute prétention de souveraineté ou de protection du patrimoine national, avec la protection additionnelle de la banque mondiale à travers le CIADI, par lequel dans presque tous les cas les états sont mis en déroute par les entreprises privées.

Le réseau de traités de libre échange et investissement qui s'est tramé sur le continent représente un réajustement complet du pli économique, de manière à ce qu'il en finisse avec l'habitude de restreindre l'entrée de capitaux étrangers et de réserver des espaces stratégiques comme base pour la subsistance de la nation.

A présent ce sont ces capitaux qui dictent les règles, ce sont eux qui encadrent les dynamiques, eux qui corrompent les gouvernements et eux qui s'accaparent du territoire.

2. Le pli territorial. En plus des appropriations individuelles, locales perpétrées directement par les entreprises, en 2000 ont été lancés deux projets de réorganisation territoriales cherchant une ouverture quasi totale vers le marché

mondial et une rationalisation/amplification de la production énergétique pour soutenir le rythme de croissance du Continent : le Plan Puebla Panamá (PPP) actuellement Projet Mésoaméricain et l'Initiative d'Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-Américaine (IIRSA), actuellement COSIPLAN-IIRSA.

Les plus ambitieux projets d'infrastructures que l'on ai vu de mémoire américaine, conçus comme support d'une croissante exportation de matières premières en grande partie produites par les grandes transnationales de la mine, du bois/cellulose et les produits énergétiques simultanément avec l'extension des plantations de soya, palme et canne à sucre, entre autres, pour alimenter le bétail, pour la génération de biocombustible ou pour des usages industriels. Avec ces mégaprojets est induite une nouvelle géographie marquée par les canaux de communication et de génération d'énergie, qui vont suivre les entreprises principalement extractives et qui dessine une nouvelle carte politique interne, avec de nouvelles frontières et de nouvelles normativités.

3. Le pli militaire, incontournable face aux situations généralisées de dépossessions et de violence sociale qui provoquent différentes manifestations de résistance et de rejet, fut initié ave le Plan Colombia, premier du genre qui a permis une présence des États-Unis dans le centre de l'Amérique Latine. A la réorganisation de l'économie territoriale qui implique une mainmise légale sur les territoires et peuples s'ajoute une initiative d'empreinte pesante (heavy footprint) sur le plan militaire.

L'initiative, flexible et variable pour s'adapter aux scénarios changeants quoique sans perdre l'objectif stratégique, encadrer la région latino-américaine et caraïbe, établissant un ample réseau de bases militaires (Ceceña, Yedra et Barrios, 2009 ; Ceceña, Barrios, Yedra et Inclán, 2010) et des bases d'opérations anti narcotiques, des patrouilles navales croissantes et constantes, avant et après la reconstitution de la IVème flotte en 2008 ; des armées conjointes qui rendent naturelle la présence de troupes étasunienne et homogénéisant les caractéristiques entre les forces armées de la région ; une généralisation des codes civils criminalisants et des dites loi anti-terroristes qui introduisent la figure du suspect et la tolérance zéro ; un ensemble d'accords ou d'initiatives de sécurité sous régionales, toutes avec la participation des États-Unis, qui ont pour prétexte le déroulement du plan Colombia, jusque dans d'autres régions comme cela se passe actuellement au Mexique et en Amérique Centrale avec la dite Initiative Mérida (Ceceña, 2006 et 2011).

Dans l'ensemble, la stratégie hégémonique ambitionne d'investir des capitaux, de les multiplier, de disposer des ressources ayant la plus grande valeur, et de réduire les coûts avec des régime de sous-traitance, d'implanter des cultures d'exploitation industrielle, dans la majorité des cas avec des méthodes agricoles hautement prédatrices, et, en général, d'utiliser le territoire selon ses critères, en accord avec ses besoins et intérêts, comme espace propre de renforcement interne et de défense face au reste du monde. Les mécanismes combinent diplomatie, politique, asymétrie et force, et elles varient en fonction des défis internes et de la vision et conditions globales de lutte pour l'hégémonie. La tenaille est mise depuis l'économico-territorial jusqu'au militaire, avec une offensive transversale qui circule sur le plan des imaginaires, des sens communs virtualisés et des politiques culturelles colonisatrices.

Où en est l'Amérique Latine

Le 21ème siècle a vu naître une Amérique Latine et Caraïbe rebelle, pleine de mouvements décolonisateurs sur tous les terrains et d'amplitude diverse. Depuis des mouvements pour la construction d'une société post capitaliste inscrits dans la

notion d'un monde qui contient plusieurs mondes zapatiste jusqu'à celle d'une vie de plénitude ou *bien vivre* des peuples andino-amazoniens. ; et un ensemble de mouvements sociaux par l'autogestion, la participation directe ou la démocratisation dans différents domaines, ou de mouvements politiques qui depuis les instances de gouvernement ont installé quelques dispositifs de frein et d'alternative au système de pouvoir, comme la création d'espaces d'intégrations avec des critères de solidarités et non compétitifs, la recherche de processus de solution divergeants de ceux des capitaux déprédateurs ou nocifs, la dévaluation des dettes odieuses et d'autres semblables.

Des populations qui s'organisent pour défendre leurs coutumes, paraphrasant E.P. Thompson, apparaissent de toutes parts corrodant l'ordre établi et celui qui est en phase d'établissement. La situation ressemble à celle d'une guerre sans merci dans laquelle les dispositifs de sécurité combattent la population qui défend ses droits - parfois précédés, parfois accompagnés par des paramilitaires, mercenaires, gardes privés, autrement dit par des forces armées illégales ou irrégulières, avec des affectations confuses mais avec des degrés d'intervention et d'impunité forts élevés. S'opposer à l'exploitation d'une mine est devenu une cause d'emprisonnement alors que tuer les opposants n'entraîne aucune conséquence.

Des attentats déstabilisants comme le coup d'état au Honduras, la mobilisation séparatiste de la Media Luna en Bolivie, la tentative de coup d'état en Équateur et tout ce qui a été mis en action au Venezuela ; l'un après l'autre, depuis plus de 10 ans, font à présent partie de la mécanique géopolitique ordinaire. Des processus post capitalistes se construisent dans un scénario de guerre et il faut y être préparés. Le 21^{ème} siècle est une guerre à la fois ouverte et occulte, spécifique et atypique et faites de modalités multidimensionnelles qui combinent des variantes moins belliqueuses, comme les attaques financières, avec d'autres comme celles de choc et terreur.

Le scénario latino-américain et caraïbe ne paraît pas être adéquat pour mener une attaque comme celle d'Irak ou d'Afghanistan. Dans ce scénario ce qui a opéré, en plus de l'introduction de mercenaires ou de l'introduction de commandos spéciaux clandestins, est une escalade de positionnements physiques qui encerclent les zones identifiées comme stratégiques en commençant par le canal de Panama, bien protégé dès le départ par les positions du Plan Colombia auxquels à présent s'ajoutent beaucoup d'autres (carte 1) (Ceceña, Yedra et Barrios 2009) et la région de la grande Caraïbe (carte 1) (Ceceña, Barrios, Yedra et Inclán 2010) ainsi que la région environnant la triple frontière entre Paraguay, Brésil et Argentine (carte 2) (Ceceña et Motto 2005).

La mosaïque politique de la région est variée et complexe. Les pays qui se sont unis dans l'Alliance du Pacifique fonctionnent clairement comme alliés des Etats-Unis, reçoivent des gratifications sous la forme d'aide et dans le cas de la Colombie accomplissent des fonctions qui étaient auparavant assumées directement par le personnel étasunien.

A ce sujet, il est intéressant de parcourir le rapport préparé - par *Latin America Working group education fund, Center for international policy* (CIP) et WOLA – pour le congrès des États-Unis, dans lequel est affirmé que la Colombie a été le principal bénéficiaire de l'assistance policière et militaire au cours des 20 dernières années (moins une) (Isacson, 2014 : 22). Le rapport cite une note qui figure sur le site du Département de la Défense (avril 2012) dans laquelle il est affirmé que la Colombie donne à son tour une assistance en capacitation et entraînement dans 16 pays de la région et au-delà, y compris en Afrique. Le Ministre Colombien de la Défense, pour sa part, a déclaré au *Miami Herald* que les forces colombiennes ont

entraîné plus de 13 000 hommes dans 40 pays différents entre 2005 et octobre 2012 (Isacson, 2014 : 22)

.. ... les gouvernements des États-Unis et de Colombie mènent ensemble un “Plan d’Action en Coopération Régional de Sécurité” à travers lequel ils tentent de coordonner l’aide à des pays tiers. (Isacson, 2014 22, traducción AEC)

Le cas du Pérou est notable, par dessus tout dans les dernières années au cours desquelles se sont déroulés des exercices militaires dans auxquels participaient des énormes contingents de personnel étasunien, mille effectifs en 2008 par exemple, sans que soient précisées leurs fonctions et pour des périodes atteignant 6 mois (Congrès de la république du Pérou, 2008). Des déclarations de Léon Panetta, Secrétaire de la Défense des États-Unis lors de sa visite à Lima en 2012, insistent sur le fait que les États-Unis sont prêts à travailler conjointement avec le Pérou dans la planification, l’échange de renseignements et à développer une coopération militaire trilatérale avec le Pérou et la Colombie en relation avec des problèmes de sécurité (Isaacson, 2014 : 24) réactivant l’idée originelle d’inclusion du Pérou dans le Plan Colombia.

L’équilibre entre les différentes positions a permis de faire fonctionner des organisations comme l’UNASUR, importantissimes pour fortifier l’indépendance régionale mais avec les positions les plus variables à l’intérieur. Il suffit de rappeler l’emblématique réunion de Bariloche, juste après que la Colombie ait autorisé l’installation de 7 nouvelles bases militaires étasunienne sur son territoire, et que plusieurs membres avec le Venezuela en tête, tentèrent en vain de faire rejeter cet accord.

L’équilibre géopolitique dans la région, en permanence et par définition, est exactement cela, un équilibre.

Le plan México

En 2005 a été signé le premier accord de sécurité sous-régionale du continent, prenant à nouveau la région d’Amérique du Nord comme point d’ancrage de ce qui s’est, à présent, étendu à toute la région de la Grande Caraïbe. L’Accord de Sécurité et Prospérité d’Amérique du Nord (ASPAN) est un court texte quasi équivalent à une déclaration d’intention, mais il a servi de cadre au lancement de l’Initiative Mérida (2008), qui après s’est répliquée dans l’Initiative de Sécurité Régionale d’Amérique Centrale (CARSI) en 2008, et de l’Initiative de Sécurité du Bassin de la Caraïbe (CBSI) en 2010.

Le montant de l’aide apportée par les Etats-Unis à l’Amérique latine et la Caraïbe dans le domaine policier et militaire s’élève notablement si on y inclut celui destiné à la Colombie et au Mexique pendant cette période. En 2013 la Colombie a reçu pour ce poste budgétaire 279 millions de dollars, ce qui était le montant le plus bas depuis 2000 alors que le Plan Colombie en était à ses débuts. Même si on tient compte de cette réduction, la Colombie reste le premier destinataire des ressources, à présent suivi par le Mexique, qui en 2013 a reçu 154 millions de dollars. Les estimations qui ont été faites pour le CARSI dans la période de 2008-2014 se montent à 665 millions de dollars (Isacson 2014), en grande partie justifiées – par les fonds destinés au Honduras, où il semble clairement que soit en cours d’installation un méga centre d’opérations beaucoup plus ambitieux que ne l’était jusqu’ici la base de Soto Cano, – et par les sommes destinées au Guatemala, en particulier celle destinées aux opérations et forces de sécurité de la frontière avec le Mexique.

Actuellement, on trouve plus d’effectifs de la DEA au Mexique que dans n’importe quel autre de ses cantonnements étrangers (selon le rapport cité), en plus des

effectifs de la CIA qui comptent un centre d'opération, évidemment illégal mais en pleine vue, à Mexico. Le bombardement de la région de Sucumbios, en Équateur, en 2008, comprenait l'implication – tout indique qu'elle fut délibérée pour s'ajuster avec le plan général – de plusieurs jeunes mexicains qui furent conduit au quartier de paix de la FARC de cette localité, ils servirent de justification pour mettre en marche une grosse opération « antiterroriste » au Mexique, qui se combina avec la guerre contre les narcos » déclenchée par Felipe Calderón depuis 2007. Ce sont les prémisses du Plan México, mieux connu comme Initiative Mérida.

De manière très similaire à ce qui s'est passé en Colombie, le Mexique a été frappé par un déferlement de violence qui se poursuit à présent depuis une décennie, pendant laquelle ont été détruits les tissus communautaires, alors qu'une culture de la peur et de la solitude était introduite par laquelle des recherches d'appartenances immédiates ont remplacé les racines des histoires longues. Aux références collectives d'identité nationale ont été petit à petit substituées celle des pandillas (bandes) ou de groupes qu'ils soient d'autodéfense ou d'attaque, qui se convertissent en l'unique territoire fiable mais bien sûr sans garantie.

Ce qui est surprenant, c'est la rapidité avec laquelle le pays s'est militarisé et a commencé à s'habituer à la présence étrangère incarnée par des corps de sécurité ou d'application de la loi, avec des protestations de rejet dans de nombreux cas, mais qui ont reçu de l'état des réponses cyniques et indolentes. Depuis le personnel du FBI installé aux barrages de migration de l'aéroport de Mexico jusqu'aux arrestations réalisées par du personnel étranger sur le sol national. Tout cela, bien entendu, justifié par la lutte contre le narcotrafic.

L'armée s'occupe d'affaires de sécurité interne et a été dénoncée pour sa complicité avec le dit crime organisé, tout autant que les polices. L'état est loin d'être le seul à exercer la violence. Il y a également ce qu'on pourrait qualifier de milices du crime organisé, non seulement impliquées dans le narcotrafic mais aussi dans d'autres activités illicites, généralement fort violentes, auxquelles il faut ajouter les services privés de sécurité et les paramilitaires.

Le Mexique avait toujours été mis en évidence comme un des pays d'Amérique Latine exemplaires pour ne pas être passé par les dictatures militaires, comme beaucoup d'autres et pour maintenir une politique de respect de l'autodétermination des peuples et des nations et de non ingérence, ce qui implique de ne pas participer à des activités militaires à l'étranger; mais à présent il s'est incorporé aux exercices conjoints, et il s'est impliqué dans des décisions d'interventions dans d'autre pays à travers l'ONU et, sans dictature militaire interne, il a dépassé de loin les bilans des dictatures du cône Sud : lors de la Première Réunion Trilatérale de Ministres de la Défense d'Amérique du Nord, León Panetta, Secrétaire de la Défense des États-Unis, a assuré que le nombre de morts de la guerre contre le narcotrafic au Mexique s'élève à 150 mil, donnée qui fut par la suite démentie par le Secrétariat de la Défense du Mexique sans qu'il offre aucune donnée alternative ; l'institut de Géographie, Statistique et Informatique (INEGI) enregistre 94 249 assassinats violents entre 2006 et 2011 seulement et les organisations de la société civile donnent un chiffre de 100 000. Dans ces cas, les calculs sont terriblement compliqués mais il y a une coïncidence des diverses sources sur le chiffre de 100 000 morts et de 25 000 disparus alors que le nombre des déplacés se situerait entre 780 mille et 1 million 648 mille.

Les accords militaires entre le Mexique et les États-Unis ont été en augmentant. Sous les auspices du Commandement Nord qui prodigue des entraînements, capacitations et conseils aux Mexicains, qui ont suivi ponctuellement les indications de politique de sécurité des États-Unis. Elles ont démontré qu'elles sont catastrophiques pour le pays, mais par contre pas pour les intérêts et ingérences

des États-Unis, vu qu'après une décennie sanglante ils sont finalement parvenus à obtenir l'ouverture du secteur énergétique, si fortement souhaitée par la puissance du Nord.

L'accord entre le Mexique et les États-Unis atteint un point tel que la présence d'effectifs de sécurité étasuniens armés et opérationnels, ainsi que le survol l'espace aérien mexicain, en particulier par des drones, ont été autorisés depuis 2009.

Le chaînon hondurien

Le coup d'état au Honduras en 2009 a non seulement permis de freiner l'avance d'intégration comme celle de l'Alternative Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) mais aussi, comme dans les années 80, elle a permis de retransformer le Honduras en épiceutre des activités étasuniennes dans la région centraméricaine.

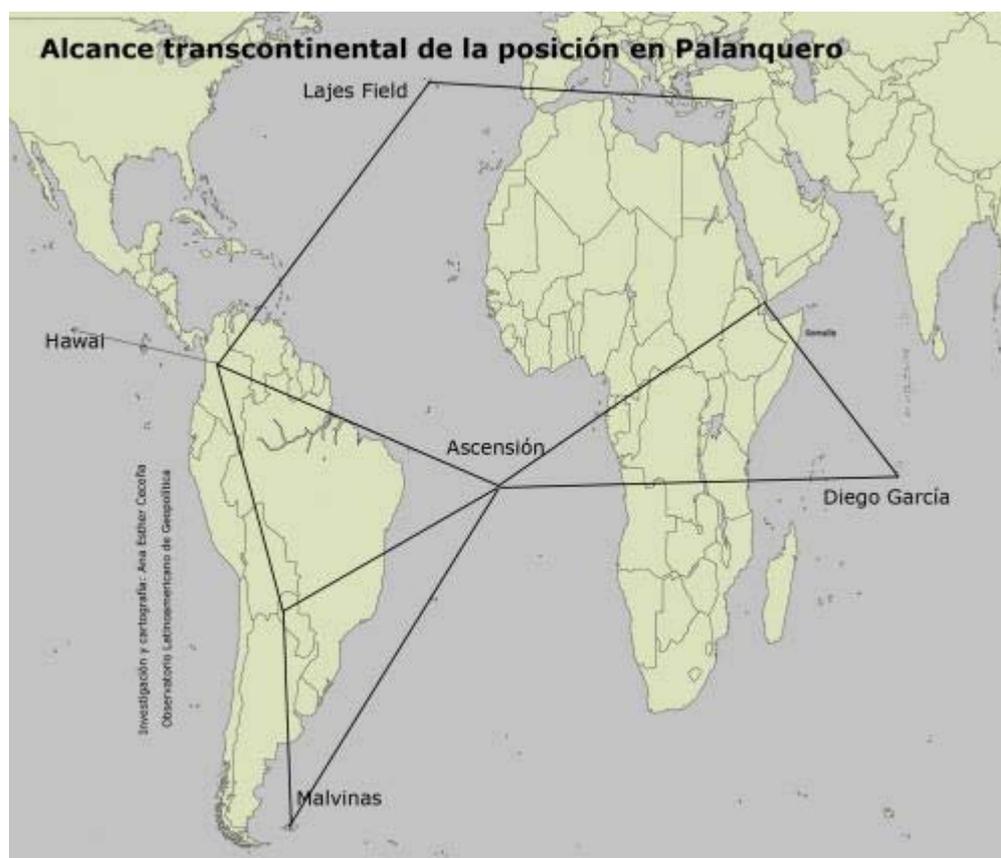
Le Honduras héberge sur son territoire un des sièges étrangers du Commandement Sud à Palmerola, dans l'emblématique base de Soto Cano qui, à en juger par les ressources mobilisées dans ce pays, semble s'être étendue pour se convertir en un méga centre régional, comme nous l'avons déjà mentionné. Les mouvements sociaux honduriens ont signalé – dans leur dénonciation de la présence d'effectifs étasuniens – non seulement leur présence à Soto Cano mais également dans d'autres régions où sont très probablement localisées de nouvelles bases. Nous en avons enregistré deux autres sur la Côte de la Caraïbe et dans le rapport *Time to listen* qui contient les données publiques plus récentes, concernant les budgets et activités des politiques de contrôle du narcotrafic, il est question de quatre de plus (Guanaja, Mocarón, El Aguacate et Puerto Castillo) qui auraient été financées par les États-Unis, il est également question d'un transfert de 1 388 million de dollars en équipement électronique d'usage exclusivement militaire, une partie duquel est destiné expressément à l'usage exclusif du personnel étasunien au Honduras. Se trouverait là, probablement, un des plus grands centres d'information et télécommunication du Continent.

Il ne faut pas manquer de faire remarquer l'importance géostratégique du Honduras, situé au centre de l'Amérique Centrale et disposant d'issues vers le Pacifique et vers la mer Caraïbe. Le Honduras, après le coup d'état, s'est converti en chaînon centroaméricain du corridor militarisé qui va depuis la Colombie jusqu'au Mexique, touchant la frontière avec les États-Unis et couvrant le Canal de Panama. Le point de chute que représente le Honduras dans cette perspective a justifié les ressources et politiques spéciales appliquées au pays.

Le bras sud du plan Colombie

L'extension du corridor militarisé vers le sud trace une ligne directe avec le Pérou, depuis le début membre mineur du plan Colombie et jusqu'au Paraguay, centre d'opérations des forces étasuniennes pendant une bonne partie du 20^{ème} siècle.

Il faut mettre en évidence que le tracé géographique de ce corridor a éprouvé des difficultés à trouver une sortie vers l'Atlantique, région remarquable par les gisements de pétrole du Brésil. La recherche du passage vers l'Atlantique a été menée avec la mobilisation de la 4^{ème} flotte, avec quelques échecs de tentatives de projets de bases militaires (Alcántara au Brésil, par exemple) et avec la position privilégiée de l'île d'Ascension, où a été installé un centre d'information du plus haut niveau, et qui est une des positions en relation directe avec le concept stratégique qui sous-tend la convention de 2009 pour l'installation de 7 nouvelles bases en Colombie, et qui en réalité n'a pas encore pu être appliqué (Carte 3)



Le rapprochement avec le Pérou s'est substantiellement intensifié à partir de 2008 et avec le Paraguay les engagements de capacitation offerts par les Colombiens ne se sont pas interrompus y compris avec le gouvernement de Fernando Lugo, et maintenant, il y a eu le coup d'état parlementaire et de gouvernement de rechange a pour objectif de les intensifier. Déjà pendant le gouvernement de Lugo il avait été convenu avec les États-Unis de l'installation d'une base d'opération et d'entraînement dans la zone nord qui est tout à fait fonctionnelle, et où les instructeurs, en accord avec le pacte, seraient étasuniens, mais nous savons qu'ils sont également colombiens.

Les pions joués de cette manière, chacun de son côté mais clairement articulés dans le concept stratégique continental, conformément une route sûre qui parcourt l'Amérique du Nord au Sud (carte 4) et qui permet les conditions d'une réponse rapide à n'importe quelle situation de risque. Les troupes étasuniennes et leurs alliés – qui se sont entraînées ensemble, et entretiennent des protocoles similaires quand ils ne sont pas identiques, qui se sont exercées à des simulacres de réponse à des contingences variées parmi lesquelles se retrouvent les soulèvements, les troubles urbains et d'autre du même style, disposant d'une plateforme territoriale aussi étendue et adéquatement équipée – sont dans de bonnes conditions pour intervenir avec efficacité le cas échéant.



Le virage technologique

Un des importants avantages asymétrique que comptent les États-Unis, c'est la technologie, tant dans le champ de la production civile comme, de manière superlative dans le domaine militaire. Les communications militaires, les techniques d'encryptage, les protocoles, armes, avions, télédirection, télédétection, armes chimiques et biologiques, technologie nucléaires et toutes leurs dérivées et innovations. C'est sur cette base que sont menés la prévention et les travaux de renseignements qui éviteraient les guerres – parce qu'ils neutraliseraient ou détruiraient les potentiels ennemis avant qu'ils puissent se convertir en une

menace réelle. Dans ce but est également mise en jeu l'application de forces surdimensionnées dans des opérations de choc et terreur qui confèrent un avantage matériel et logistique à tous les types d'incursion.

L'élément le plus innovant, quoique pas forcément le plus décisif, ce sont les mini avions sans pilote, communément appelés drones. Les drones sont utilisés par les États-Unis depuis déjà un bon moment dans des opérations spéciales, tant de monitoring et de détection que d'attaque. Leurs légèreté, imperceptibilité et coût relativement bas les convertissent en un outil qui a tendance à se développer massivement et c'est aussi en un commerce juteux. Israël est actuellement le producteur et exportateur de cette technologie. Le Brésil est en train de lui acheter le *know how* pour initier sa production localement et on pourrait penser que les drones, cessent, du fait de leur multiplication, d'être un avantage. Cependant, ce qui compte ce sont les importantes fonctions que peuvent accomplir les petits avions et cela dépend de leur contenu. Les équipements de détection ont des potentialités multiples. Les équipes d'attaque miniaturisée sont l'exclusivité du Pentagone pour le moment et la miniaturisation semble leur conférer un avantage décisif sur le restant des peu nombreux producteurs.

Les drones diminuent les coûts de la guerre et contribuent à alléger l'empreinte militaire sur les territoires. Les bases de lancement requises sont de taille micro et cela permet de rendre invisible la situation de guerre généralisée vers laquelle inexorablement nous mène le capitalisme.

L'équilibre latinoaméricain et Caraïbe et ses dérives.

Bien que les scénarios de guerre du Moyen-Orient, si complexes et explosifs soient ceux qui occupent l'attention des medias, la bataille interne qui se livre en Amérique est extrêmement intense et indubitablement décisive. Elle a pour qualité d'avoir ouvert des routes de pensée et de construction de modes d'organisation sociale pas seulement conflictuels mais distincts, et du coup aussi d'avoir proposés des alternatives, à celles qu'offre le capitalisme. Le passage vers le non-capitalisme, quelle que soit la dénomination qu'on lui donne, rencontre un tas d'obstacles et fera l'objet de toutes les pressions, menaces et attaques. Des opérations de déstabilisation en tous genres, des interventions directes, des tentatives de coups d'état, des massacres de populations dissidentes ou insurgées, l'imposition de politiques et normes, blocus, conflits frontaliers et beaucoup d'autres dispositifs de contre-insurrection, entendue au sens large de ce terme.

Tout cela nous conduit dans un chemin ardu et de longue haleine mais pas impossible

C'est ici que Mariátegui revient résonner avec force. *Ni calque, ni copie*. Nous ne pouvons dérouter la guerre par la guerre mais bien par la construction d'un monde de paix, de dignité et de respect. Et c'est cela qui ouvre son chemin, avec des modalités variées, en Amérique Latine et Caraïbe. Et c'est pour cela que l'offensive ne cessera pas de s'intensifier.

Ana Esther Ceceña

Article publié dans *Patria n°1 décembre 2013* (Équateur : Ministère de la Défense Nationale)

Article original en espagnol : [La dominación de espectro completo sobre América, Rebelión](#), 30 janvier 2014

Traduit par [Anne Wolff](#)

[1] Les cinq commandements qui se répartissent le monde sont : Central

Command, European Command, Northern Command, Pacific Command, Southern Command.

[2] Actuellement les Commandements de Combats sont neufs parmi sont transversaux à savoir African Command, Central Command, European Command, Northern Command, Pacific Command, Southern Command, Special Operations Command, Strategic Command y Transportations Command. (DoD, 2014).. Cependant une nouvelle modification se profile qui en réduirait le nombre à 5 commandements géographiques, dans une certaine mesure pour des questions de budget. (DoD 2013)

[3] Il est intéressant de revoir de ce point de vue la définition de la mission historique des forces armées des États-Unis, qui dans ses cinq objectifs fondamentaux inclus les deux mentionnés (Cohen 1998)

[4] Notre conception du territoire n'est pas géographique ou physique mais historique et culturelle. Le territoire se construit par l'interaction entre les êtres vivants et leur milieu, dans la construction d'un habitat spécifique, qui est évidemment politique.

Bibliographie des citations

Barnett, Thomas 2004 *The Pentagon's new map. War and peace in the twenty-first century* (New York : G.P. Putman's Sons)

Ceceña, Ana Esther 2001 "La territorialidad de la dominación. Estados Unidos y América Latina" en *Chiapas 12* (México: ERA-Instituto de Investigaciones Económicas)

Ceceña, Ana Esther 2006 "Los paradigmas de la militarización en América Latina" en *Pensamiento y acción por el socialismo. Rosa Luxemburgo. América Latina en el Siglo XXI* (Buenos Aires: FISyP-FRL, [http:// www.geopolitica.ws/leer.php/30](http://www.geopolitica.ws/leer.php/30)).

Ceceña, Ana Esther 2011 "Los peligros de la militarización en América Latina", en *La Jiribilla*, Año X, 19 de julio, (La Habana).

Ceceña, Ana Esther y Motto, Carlos 2005 *Paraguay: eje de la dominación del Cono Sur* (Buenos Aires: Observatorio Latinoamericano de Geopolítica)

Ceceña, Ana Esther, Aguilar, Paula y Motto, Carlos 2007 *Territorialidad de la dominación. Integración de la Infraestructura Regional Sudamericana* (Buenos Aires: Observatorio Latinoamericano de Geopolítica)

Ceceña, Ana Esther, Barrios, David, Yedra, Rodrigo e Inclán, Daniel 2010 *El Gran Caribe. Umbral de la geopolítica mundial* (Quito: FEDAEPS).

Ceceña, Ana Esther, Yedra, Rodrigo y Barrios, David 2009 *El águila despliega sus alas de nuevo. Un Continente bajo amenaza* (Quito: FEDAEPS).

Cohen, William 1998 Annual report to the President and the Congress. (U. S. Department of Defense)

Congreso de la República del Perú 2008 *Diario de los Debates, Segunda Legislatura Ordinaria de 2007 - Tomo 2*, 21 de mayo ([http://www2.congreso.gob.pe/sicr/diariodebates/Publicad.nsf/SesionesPleno/05256D6E0073DFE90525745000747C78/\\$FILE/SLO-2007-2S.pdf](http://www2.congreso.gob.pe/sicr/diariodebates/Publicad.nsf/SesionesPleno/05256D6E0073DFE90525745000747C78/$FILE/SLO-2007-2S.pdf))

Isacson, Adam; Haugaard, Lisa; Poe, Abigail; Kinoshian, Sarah y Withers, George 2014 *Time to listen: trends in U.S. security assistance to Latin America and the Caribbean* (USA: Latin America working group education fund, Center for international policy (CIP), WOLA)

Joint Chiefs of the Staff 1998 *Joint vision 2010* (US government)

Joint Chiefs of the Staff 2000 *Joint vision 2020* (US government)

U.S. Department of Defense (DoD) 2013 *Defense News* (<http://www.defensenews.com/article/20130811/DEFREG02/308110001/DoD-Weighs-Major-COCOM-Realignment>)

Ana Esther Ceceña est Directrice de l'Observatoire Latino-Américain de Géopolitique, Institut d'Investigations Économiques et Professeure de Postgraduat des Études Latino-Américaines de l'Université Nationale Autonome du Mexique. Enquête réalisée dans le cadre du projet Territorialité, mode de vie et bifurcation systémique (IN301012) anae@unam.mx

Copyright © 2014 Global Research